



Agence internationale de l'énergie atomique
CIRCULAIRE D'INFORMATION

INF

INFCIRC/487
19 septembre 1995

Distr. GÉNÉRALE

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

**COMMUNICATION EN DATE DU 18 SEPTEMBRE 1995 REÇUE DE LA MISSION
PERMANENTE DE LA NOUVELLE-ZELANDE AUPRES
DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE**

1. Le 18 septembre 1995, le Directeur général a reçu une communication datée du même jour par laquelle la mission permanente de la Nouvelle-Zélande lui transmettait :

- Le texte d'une déclaration faite le 17 août 1995 par le Premier Ministre néo-zélandais au sujet de l'essai nucléaire effectué par la Chine ;
- Le texte d'une déclaration faite le 6 septembre 1995 par le Premier Ministre néo-zélandais au sujet de l'essai nucléaire effectué par la France ;
- Le texte d'une résolution adoptée le 20 juillet 1995 à l'unanimité par le Parlement néo-zélandais au sujet des essais nucléaires.

2. A la demande de la mission permanente de la Nouvelle-Zélande, le texte des déclarations et de la résolution est distribué pour l'information des Etats Membres de l'Agence.

LE PREMIER MINISTRE

COMMUNIQUE DE PRESSE
17 août 1995

L'ESSAI NUCLEAIRE CHINOIS

"Je sais que je m'exprime au nom de tous les Néo-Zélandais en disant que je suis profondément préoccupé par l'initiative qu'a prise la Chine en effectuant un nouvel essai nucléaire, initiative que je regrette vivement. Ce geste est d'autant plus condamnable qu'il s'inscrit dans la vague actuelle de protestations contre la décision de la France de reprendre les essais nucléaires dans le Pacifique Sud", a déclaré le Premier Ministre, M. J.B. Bolger, en réaction à l'annonce d'un nouvel essai nucléaire effectué aujourd'hui en Chine.

Le Premier Ministre a ensuite souligné que la Nouvelle-Zélande s'oppose aux essais nucléaires où qu'ils se produisent et quel qu'en soit l'auteur. Il est particulièrement préoccupant, a-t-il dit, que l'explosion ait eu lieu peu après que 18 nations d'Asie et du Pacifique eurent lancé un appel pour qu'il soit mis fin immédiatement à tous les essais nucléaires dans la région.

"C'est un sujet qui suscite beaucoup d'émotion en Nouvelle-Zélande", a ajouté M. Bolger. "Il est important que le Gouvernement chinois comprenne qu'il ne peut tout simplement pas poursuivre les essais d'armes nucléaires en espérant que la communauté internationale détournera les yeux. Qu'il ne croie pas que la fureur qu'a déclenchée la France en annonçant son intention de procéder à une nouvelle série d'essais à Mururoa met la Chine à l'abri des projecteurs. J'ai moi-même fait part de mes préoccupations directement au président Jiang Zemin. Don McKinnon en a fait de même quand il a rencontré son homologue à Beijing le mois dernier."

"Les activités de la Chine vont à l'encontre du refus de l'armement nucléaire et vont rendre encore plus difficile la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Après son précédent essai, le Gouvernement chinois avait confirmé qu'il était en faveur du traité et qu'il mettrait fin à ses essais dès que celui-ci serait conclu. J'engage le Gouvernement chinois à montrer qu'il a sérieusement l'intention de faire en sorte que les négociations de Genève aboutissent l'année prochaine. En particulier, nous demandons à la Chine qu'elle se déclare prête à accepter le seuil zéro pour les essais et qu'elle retire sa proposition visant à autoriser les "explosions nucléaires à des fins pacifiques".

"Le Ministre des affaires étrangères, Don McKinnon, exprimera ses vives préoccupations à l'ambassadeur de Chine lorsqu'il le recevra pour lui faire part des protestations de la Nouvelle-Zélande. Nous avons également demandé à notre ambassadeur à Beijing de faire connaître notre réprobation au plus haut niveau possible.

LE PREMIER MINISTRE

Pour publication immédiate
Mercredi 6 septembre 1995

ESSAIS NUCLEAIRES FRANÇAIS

"Pour marquer l'indignation de la Nouvelle-Zélande, j'ai donné pour instruction aujourd'hui que l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Paris, M. Chris Beeby, soit rappelé immédiatement pour des consultations en Nouvelle-Zélande", a déclaré aujourd'hui le Premier Ministre, M. Jim Bolger. Il réagissait à des rapports sur l'explosion d'un dispositif nucléaire en Polynésie française, premier d'une série d'essais dont le Président français avait annoncé en juin qu'ils seraient menés au cours des prochains mois.

"La France défie l'opinion mondiale. Il y a peu de temps, 18 pays de la région Asie et Pacifique ont demandé un arrêt immédiat de tous les essais nucléaires. La France a fait la sourde oreille devant la tempête de protestations que sa décision de reprendre les essais nucléaires a suscitée ces dernières semaines", a dit le Premier Ministre. "L'opposition aux essais est venue du monde entier et aussi, ce qui est particulièrement important, d'Europe même. Une majorité du peuple français estime que la politique est erronée. Nous vivons dans un monde interdépendant. Nul ne saurait expliquer pourquoi le Gouvernement français se considère comme étant quelque peu à l'écart."

M. Bolger a noté avec regret qu'en se servant de sa présence dans le Pacifique Sud pour mener sa politique de défense nationale, la France néglige totalement les vues et les intérêts des Etats du Pacifique Sud. Son action va à l'encontre du mouvement mondial d'abandon des armes nucléaires et complique sérieusement les tentatives faites par la communauté internationale pour atteindre l'objectif plus vaste d'un traité véritablement global et vérifiable internationalement d'interdiction des essais. "Nous avons salué les déclarations récentes du Gouvernement français selon lesquelles la France peut appuyer un traité qui interdit tout essai nucléaire. C'est un pas dans la bonne direction. Mais nous voulons aussi que la France ferme à tout jamais les sites d'essais de Mururoa et de Fangataufa et signe les protocoles au Traité de Rarotonga."

"La Nouvelle-Zélande n'est pas disposée à rester inactive", a dit le Premier Ministre. "Notre objectif essentiel à ce jour a été de persuader le président Chirac de revenir sur sa décision de reprendre les essais. Nous regrettons profondément son refus de le faire. Nous maintiendrons notre appel devant la Cour internationale de Justice en vue d'une injonction intérimaire. Je convoquerai l'ambassadeur de France aujourd'hui pour lui dire que les actions de la France sont inacceptables. J'ai aussi demandé qu'un article exposant mes vues

sur le programme d'essais français soit publié dans le prochain numéro du prestigieux quotidien français *Le Monde*. Le message sera que les essais nucléaires français sont tout simplement erronés et que le Gouvernement français doit y mettre fin. Il est temps que la France prenne conscience du fait que ses actions ont causé de profondes préoccupations et la colère parmi les pays de cette partie du monde. Ils ont aussi engendré une sérieuse inquiétude dans la communauté internationale tout entière."

RESOLUTION DU 20 JUILLET 1995

Je propose que notre Assemblée :

Déplorant l'annonce récente par le président Chirac de l'intention de la France de reprendre les essais nucléaires dans le Pacifique Sud, mettant ainsi fin au moratoire observé depuis 1992,

Reconnaissant la responsabilité de la Nouvelle-Zélande en tant qu'Etat non doté d'armes nucléaires dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et en tant que membre de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant la loi de 1987 par laquelle la Nouvelle-Zélande s'est dotée du statut de zone exempte d'armes nucléaires, ainsi que la zone dénucléarisée du Pacifique Sud établie par le Traité de Rarotonga en 1985,

Rappelant l'engagement pris par la France, la Chine et les autres Etats dotés d'armes nucléaires, pendant la Conférence d'examen et de prorogation du TNP, de faire preuve de la plus grande retenue en matière d'essais nucléaires et de signer un traité d'interdiction complète des essais en 1996 au plus tard, ainsi que leur obligation, en vertu du TNP, de négocier de bonne foi en vue du désarmement nucléaire,

Rappelant que 50 ans se sont écoulés depuis que les armes nucléaires ont été utilisées pour la première fois en temps de guerre à Hiroshima et Nagasaki,

Estimant que la conception, la production, l'essai, la possession, le déploiement et l'utilisation éventuelle des armes nucléaires constituent des menaces au droit à la vie et à un environnement sain pour les générations actuelles et futures et pour toutes les espèces,

Rappelant l'arrêt de la Cour internationale de Justice de 1974 concernant les essais nucléaires,

Rappelant aussi que le "Rainbow Warrior" a été saboté et coulé et que Fernando Pereira a été tué par des agents du Gouvernement français il y a dix ans afin d'empêcher ce navire de réaliser un voyage de protestation et de témoignage dans la zone des essais nucléaires français;

Notant que la décision de la France de reprendre les essais nucléaires et la poursuite des essais par la Chine peuvent compromettre les négociations en cours en vue de la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires véritablement global et vérifiable internationalement,

Notant aussi que la décision de la France va à l'encontre des vues défendues fermement par les pays du Pacifique Sud et a soulevé une tempête de protestations dans le monde entier,

Notant que les pays de la région s'inquiètent de ce que la reprise prévue des essais puisse mettre en danger le milieu marin, les ressources, le mode de vie et la santé des populations du Pacifique Sud,

Décide d'envoyer une délégation de parlementaires néo-zélandais pour examiner cette question avec les membres du Parlement européen;

Demande à la France et à la Chine d'annuler leurs programmes prévus d'essais nucléaires et de fermer à tout jamais toutes les installations d'essais nucléaires;

Prie instamment la France et les quatre autres Etats dotés d'armes nucléaires d'accepter un traité d'interdiction complète des essais qui interdise expressément tous les essais et toutes les expériences nucléaires, y compris les essais de faible et très faible puissance;

Demande aux Etats dotés d'armes nucléaires de signer sans délai un traité d'interdiction complète des essais en tant que prochaine étape sur la voie conduisant à un désarmement nucléaire complet, un tel traité étant considéré comme un engagement essentiel des Etats dotés d'armes nucléaires en faveur de la prévention de la prolifération nucléaire;

Demande à la France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique de signer les protocoles au Traité de Rarotonga (Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud) immédiatement, en signe de bonne foi;

Demande à tous les pays de l'hémisphère sud de conclure au plus tôt les traités instituant des zones exemptes d'armes nucléaires en cours de négociation;

Décide de continuer à soulever la question par tous les moyens juridiques et politiques disponibles dans toutes les instances internationales compétentes, en particulier dans celles des Nations Unies;

Invite la France et la Chine à reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice sans réserve pour les questions concernant les armes nucléaires;

Prie instamment tous les autres parlements de redoubler d'efforts pour parvenir rapidement à un accord sur un traité d'interdiction complète des essais et s'acheminer vers un désarmement nucléaire complet.